

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 19 février 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Ferme Éolienne de Saint Secondin

1 rue des Arquebusiers
67000 Strasbourg

Références : 2024 1707 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0003102861

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 décembre 2024 dans l'établissement Ferme Éolienne de Saint Secondin implanté lieu-dit « Les Champs de Jouet » 86350 Saint-Secondin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme Éolienne de Saint Secondin
- Lieu-dit « Les Champs de Jouet » 86350 Saint-Secondin
- Code AIOT : 0003102861
- Régime : Autorisation

Visite d'inspection du parc éolien exploité par la société Ferme Éolienne de Saint Secondin sur la commune du même nom. Ce parc, constitué de 5 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 3 MW et d'une hauteur en bout de pales de 180 m, a été autorisé sous le régime de l'autorisation le 16 octobre 2019. Le parc éolien a été mis en service le 15 novembre 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Accès	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Poste de livraison	Arrêté préfectoral du 16 octobre 2019, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Dossier de l'installation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 2.3-1
3	Balilage	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11
4	Affichage	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14
5	Intervention d'urgence	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 23
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
7	Liste des installations	Arrêté préfectoral du 16 octobre 2019, article 5 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2024, article 2
9	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)	Arrêté préfectoral du 16 octobre 2019, article 7.I.a
10	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)	Arrêté préfectoral du 16 octobre 2019, article 7.I.b

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les justificatifs relatifs à la mise en place d'une signalisation indiquant l'entrée du parc et des éoliennes devront être transmis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 2.3-1
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1^{er} juillet 2022. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant détient les documents en version dématérialisée sur un logiciel interne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : « Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. »
Constats : Le jour de la visite d'inspection, les voies d'accès étaient dans un état correct et les abords des installations maintenus dans un bon état de propreté. La plateforme de l'éolienne E2 contrôlée le jour de la visite d'inspection était entretenue. L'exploitant indique une modification d'accès à l'éolienne E3 qui devait se faire par la voie d'accès aux éoliennes E4 et E5. Afin d'éviter le passage dans le hameau de Morin, l'accès à éolienne E3 a été optimisée par la RD741.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La justification de la mise en place de la signalisation indiquant l'entrée du parc et des éoliennes devra être apportée.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Balisage
Prescription contrôlée : « Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile. »
Constats : L'exploitant indique que le balisage est conforme. Chaque aérogénérateur est équipé d'un dispositif de balisage de jour et de nuit. L'exploitant a averti l'autorité de l'aviation civile.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;

<ul style="list-style-type: none"> la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'éolienne E02 était identifiée sur le mât.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Intervention d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Intervention d'urgence
Prescription contrôlée : « En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none"> de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »
Constats : Les différents documents sont présents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
Constats : L'exploitant indique que pour le contrôle des extincteurs, la vérification initiale a été réalisée dans le cadre du contrat de fourniture avec le turbinier. La base de l'aérogénérateur E02 inspectée lors du contrôle dispose d'un extincteur. Ce dernier est visible, facilement accessible et a été contrôlé en juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Liste des installations

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16 octobre 2019, article 5 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des installations
Prescription contrôlée :

«

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m	5 aérogénérateurs Puissance maximale unitaire en MW : 4 Puissance maximale unitaire injectée selon bridage en MW : 3 Puissance maximale totale installée en MW : 20 Puissance maximale totale injectée en MW : 15 Hauteurs maximales : • mât (au moyeu) : 112 m • bout de pale : 180 m 1 poste de livraison	A

A = autorisation

»

Constats :

Les 5 aérogénérateurs installés correspondent aux caractéristiques mentionnées ci-dessus (puissance, hauteur et 1 poste de livraison).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Poste de livraison

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16 octobre 2019, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Liste des installations

Prescription contrôlée :

« Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	coordonnées géographiques Lambert 93 - RGF 93		Commune	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X (m)	Y (m)		
éolienne E01	505 674	6 582 727	Saint-Secondin	BL 14
éolienne E02	506 098	6 582 757	Saint-Secondin	BE 201
éolienne E03	506 629	6 582 474	Saint-Secondin	BH 62
éolienne E04	506 668	6 582 010	Saint-Secondin	BH 46
éolienne E05	506 604	6 581 561	Saint-Secondin	BI 171
poste de livraison (PDL)	506 544	6 582 445	Saint-Secondin	BH 62

[...]

Constats :

L'exploitant signale que les coordonnées du poste de livraison indiquées dans l'arrêté préfectoral sont inexactes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant enverra les nouvelles coordonnées du poste de livraison que celles-ci soient actées par arrêté préfectoral complémentaire

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Mesures de suivi

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16 octobre 2019, article 7.I.b
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de suivi
Prescription contrôlée : « Un suivi de l'activité chiroptérologique en altitude est assuré, par enregistrement automatique, durant les 3 premières années d'exploitation : <ul style="list-style-type: none">◦ À hauteur de nacelle E02 ;◦ De 1 h avant le coucher du soleil à 1 h après le lever du soleil ;◦ Du 1^{er} avril au 31 octobre [...] »
Constats : L'exploitant a passé une convention avec Altifaune dont les premiers passages vont commencer début janvier 2025 (53 passages). Le suivi à hauteur de nacelle est prévu semaine 9 (mars 2025). L'exploitant doit envoyer les preuves du paramétrage de l'appareil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection des habitats et du paysage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16 octobre 2019, article 7 II
Thème(s) : Risques chroniques, protection des habitats et du paysage
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant replante (à une distance minimale de 400 m de toute éolienne) les haies arrachées conformément à la mesure définie au chapitre 7.4. de l'étude d'impact. Les haies sont réalisées en utilisant des essences locales, la plantation de frênes étant proscrite. Ces plantations interviennent préalablement à l'arrachage des haies existantes, à un rythme au moins égal à celui de l'arrachage. L'exploitant met des plants à disposition des riverains en respectant les dispositions suivantes : <i>Dans les 12 mois suivant la mise en service de la totalité du parc, les habitants des hameaux limitrophes au parc peuvent demander la plantation de haies ou de liserés boisés afin de réduire les visibilitées vers le parc.</i> <i>Cette mesure est à destination des propriétaires des immeubles dont les 3 conditions sont simultanément réunies :</i> <ul style="list-style-type: none">• occupés ou habités, existant à la date de la signature du présent acte,• dont les façades des habitations sont exposées à des vues partielles directes vers le parc,• situés dans les hameaux localisés à moins de 2 000 m d'un des mâts du parc. <i>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant réalisation de la mesure, une présentation des plantations planifiées en justifiant d'éventuelles demandes non prises en compte. Une synthèse des travaux de plantation effectués est transmise dès réalisation de la mesure. »</i>
Constats : L'exploitant indique avoir enlevé 125 ml de haies et en avoir replanté 300 ml. L'ensemble des documents relatifs aux plantations ont été transmis par mail le 3 avril 2024. La bourse aux haies a déjà permis de planter 700 ml auprès des riverains.
Type de suites proposées : Sans suite